# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS. VENDREDI MATIN, 11 JUIN 1886. 59me Année

Dufour & Bonnet.
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI, 11 JUIN 1886.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

| | |
|---|---|
| Un an | $12 00 |
| Six mois | 6 00 |
| Trois mois | 3 00 |
| Un mois | 1 00 |

On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

| | |
|---|---|
| Un an | $2 00 |

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

| | |
|---|---|
| Un an | $3 00 |
| Six mois | 1 50 |
| Quatre mois | 1 00 |
| Trois mois | 75 |

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Par Hy Stern & Co., à leur salle d'encan, bottes, souliers et brodequins.


## L'inoculation de la fièvre jaune et le Congrès des Etats-Unis.

Tous les peuples sont, en ce moment, témoins des merveilleux résultats de la méthode d'inoculation de la rage de M. Pasteur ; ils ne marchandent pas à l'illustre savant français les témoignages de leur admiration et de leur reconnaissance, et nous sommes heureux de voir les Etats-Unis marcher à la tête de ce mouvement qui fait honneur à l'humanité.

Les découvertes du grand philanthrope n'ont pas tardé à porter leurs fruits en Amérique. Des hommes de science, des médecins distingués, ont essayé d'appliquer sa méthode à cet autre fléau, objet de tant de terreurs, que l'on appelle la fièvre jaune, et qui a son foyer dans les régions tropicales du Nouveau-Monde. Les travaux se poursuivent ainsi, paralèlement, des deux côtés de l'Atlantique et les rapports qui nous arrivent sur les essais et les expériences des docteurs, au Mexique, dans l'Amérique Centrale et au Brésil, nepermettentpas de douter de leur succès. S'ils réussissent, gloire leur en sera rendue, car pour n'être pas aussi générale que la rage, la fièvre jaune n'en exerce pas moins de plus grands ravages et fait de plus nombreuses victimes.

Par sa position géographique, par ses relations commerciales, l'Union est éminemment intéressée à la réussite de cette bienfaisante entreprise et, dans l'Union, il n'est pas d'Etat qui doive en bénéficier autant que la Louisiane. Il appartenait donc à l'un de nos représentants au Congrès de prendre en main la cause de l'inoculation de la fièvre jaune, de demander que l'on fît des études sérieuses sur ce grave sujet, afin d'arriver à une certitude complète sur les résultats de la découverte. C'est le sénateur Eustis qui s'est chargé d'une aussi noble tâche, et il l'a remplie avec la rare habileté, l'entrain patriotique, la chaleur toute méridionale qui font de lui un personnage politique remarquable. Il en a été amplement récompensé, du reste, car il a obtenu un véritable triomphe, nous dit une dépêche.

Il s'agissait de faire nommer une Commission qui irait étudier la méthode d'inoculation employée, soit au Mexique, soit dans l'Amérique Centrale, soit dans l'Ile de Cuba, soit au Brésil. Il s'agissait, principalement, de faire voter les fonds pour subvenir à l'entretien de cette Commission, à ses frais d'études et de voyages, et l'on sait combien les honorables de Washington sont médiocrement disposés à faire de la dépense dans leur sur ce chapitre-là ; il faut, en quelque sorte, forcer la main à nos législateurs pour leur arracher la moindre des allocations de ce genre. M. Eustis était si bien préparé, son bill était rédigé avec tant d'adresse, il s'était si bien armé de pied en cap pour parer toutes les objections probables ou possibles, et il a si victorieusement plaidé sa cause, qu'il a entraîné tout le Sénat. La victoire a été décisive; le vote unanime, et l'heureux sénateur a reçu, de ses collègues des deux partis, les plus vives félicitations sur le résultat qu'il venait d'obtenir.

Le bill est fort simple. Il n'est pas précédé d'un de ces interminables préambules, souvent mal digérés, qui, sous prétexte d'exposer une situation, ne font que l'embrouiller. Il va droit au but ; il établit une Commission de trois membres, dont l'un sera un fonctionnaire du gouvernement, connu par ses études sur les germes des maladies infectieuses et les méthodes d'inoculation. Les deux autres, étrangers à l'administration, seront des hommes compétents. Il y aura, pour le moins, un docteur versé dans l'étude et le traitement de la fièvre jaune. Dans une Commission comme celle-là, on comprend la nécessité de la présence d'un moins un praticien, ayant des connaissances tout-à-fait spéciales.

Un détail pour l'édification de ceux qui voudraient se rendre compte de la façon dont le Congrès fait ses largesses. Il est bien stipulé que celui des trois membres qui sera déjà fonctionnaire de l'Etat, ne recevra pas un sou de compensation pour ses services dans la Commission; il n'aura droit qu'à ses frais de voyage. Notons que, dès les débuts, on ne voulait accorder, en tout, que $10,000 : il a fallu toute l'adresse, toute l'ardente persistance de M. Eustis pour arracher la somme de $25,000, une bagatelle pourtant, en égard à la grandeur du but que l'on poursuit et aux immenses ressources financières du gouvernement.

Ce qui se passe au Congrès, depuis quelque temps, prouve deux choses: 1o Que la Louisiane joue de bonheur, qu'elle a, au Sénat, deux mandataires qui lui font grand honneur et contribuent puissamment à la relever dans l'estime de l'Union; 2o, que ceux qui voulaient bannir les Louisianais des conseils de l'Union non seulement commettaient une grande injustice, mais se rendaient coupables d'une insigne folie. Des hommes tels que MM. Gibson et Eustis sont de ceux dont un pays doit être fier. Il n'est pas de débat, si haut qu'il doive s'élever où ils ne puissent prendre une place brillante, et, au besoin, la direction et l'initiative.

Cette grande affaire de la guérison de la fièvre jaune par la méthode d'inoculation, a été, dans notre Bureau de santé, l'objet d'une intéressante discussion, presqu'en même temps qu'au Congrès. On connaît l'esprit d'initiative du Dr Holt et l'ardeur qu'il apporte dans toutes ces questions; il a, à ce sujet, exposé d'excellentes idées sur la circonspection qui doit diriger le corps médical en pareil cas. Dans une affaire où l'humanité est en jeu, il n'y a pas de place pour la spéculation, a-t-il dit ; la gratuité doit être le principe des services rendus et la prédication, le zèle intempestif sont aussi dangereux que le charlatanisme et l'amour du gain. Il faut se garder également des uns des autres. Si les rapports de la Commission viennent corroborer ceux qui nous sont déjà parvenus, a-t-il ajouté, si l'on peut réellement atteindre et anéantir le fléau dans son germe, il est de toute nécessité que les opérations se fassent au nom de l'Etat ou de la ville, non au profit et par le ministère indépendant du premier docteur venu.

☞ Voir l'annonce de la pension de Mme Fl Gonthier—pension privée—à Covington, paroisse St. Tammany, Louisiane.

Un mot d'Albert de Lasalle, le rédacteur du *Charivari* récemment décédé.

Il était à dîner chez un artiste de ses amis, et parmi ses convives se trouvait le type le plus agaçant, par sa vanterie, de la petite gentilhommerie florentine.

—A Firenza, disait ce pifferaro blasonné, dans le palazzo de ma famiglia, la salle où l'on mange est si haute de plafond qu'il faut ouvrir lorgnette pour en voir les peintures.

—Ce n'est pas comme chez moi, lui répondit Lasalle ; j'ai une salle à manger si basse qu'on n'y peut servir que des soles.

—Et dans de la vaisselle plate, encore! renchérit un voisin.

## LOUISIANE.

*L'Advertiser*, Lafayette, paroisse Lafayette, du 5 juin :

Le comité chargé de s'occuper des moyens de nous approvisionner d'eau, pour les cas d'incendie, a tenu plusieurs réunions. Il n'est pas encore arrivé à une conclusion satisfaisante. Nous croyons que les membres recevront avec plaisir toutes les suggestions qu'on pourra leur faire sur cette question, si importante pour notre localité. Il s'agit de savoir si l'on creusera des puits, si l'on construira des réservoirs ou si l'on tirera directement l'eau du bayou par des tuyaux établis à cet effet.

Le *Herald*, Hahnville, paroisse St. Charles, du 5 juin :

La semaine qui vient de s'écouler a été la plus chaude de la saison. Entre une et deux heures le thermomètre oscillait entre 85 et 95 degrés. Tout le monde ici aspire ardemment après la pluie.

—Le fleuve a baissé de plusieurs pouces, et tout indique que cette baisse continuera. Les planteurs de riz espèrent qu'elle ne sera pas brusque, qu'elle n'aura pas lieu avant la seconde moitié du mois. A cette époque, leur récolte sera sauvée.

—Dimanche dernier, de gros nuages passaient sur Hahnville et faisaient prévoir une forte pluie. Au grand désappointement de tous, il n'est pas tombé une goutte d'eau. Le lundi matin, le temps était aussi sec que la veille.

—Nous sommes en ce moment assaillis par les moustiques ; ils remplissent l'air et l'obscurcissent presque. En certains endroits, ils forment une masse si épaisse qu'il y a deux jours on pouvait à peine apercevoir les nuages.

Le *Méridional*, Abbeville, paroisse Vermillion, du 5 juin :

Il se produit un grand mouvement pour créer un nouveau district judiciaire des paroisses Ibérie, Vermillion, Cameron et Calcasieu. Notre population proteste contre ce changement qui va troubler l'harmonie publique qui règne maintenant dans nos paroisses. Mais les autorités ne prêtent pas l'oreille aux pétitions. C'est, d'ailleurs, une coterie qui est à la tête de l'entreprise et comme toute coterie elle aura probablement gain de cause. Il paraît, du reste, que Cameron, Calcasieu et Ibérie favorisent le nouveau plan. Nous serons donc obligés de subir ce que nous ne pouvons empêcher.

Le *Weekly Observer*, Pointe-à-la-Hâche, paroisse Plaquemine, du 5 juin :

Nous avons été gratifiés, cette semaine, de plusieurs pluies fort abondantes, qui ont rempli nos citernes et fait un bien immense à nos récoltes et à nos jardins.

—M. Tom Willis, de Daisy, nous a rendu visite ; il nous a assuré que, dans son voisinage, les récoltes sont dans un état florissant.

Le droit et privilège du "ferry" bac de Pointe-à-la-Hache a été vendu pour un an, la somme de $7. L'an dernier, le bac avait rapporté $225.

—Le poisson abonde maintenant dans nos marécages. Si nous avions un chemin de fer, nous pourrions faire un grand commerce de ce poisson, qui est délicieux et se placerait aisément sur le marché.

—Avec mai finit l'époque de l'ensemencement du riz. Le plant se comporte bien et pousse rapidement.

Si l'on pouvait espérer de bons prix Plaquemines en profiterait peut-être plus que toute autre paroisse, attendu que nous aurons une récolte abondante.

—Nous voyons avec peine que la presse de la Nouvelle-Orléans demande l'abolition des conduits et des dalles qui servent à irriguer le riz ; elle voudrait les remplacer par des syphons. C'est une erreur. Lorsque les dalles sont bien soignées, elles n'offrent presque jamais de danger. Quant aux syphons, ils ne sont pas suffisants pour irriguer nos rizières.

—On a commencé à nettoyer les champs; par conséquent, il y a du travail pour tous les ouvriers.

—Nous n'aurons pas d'oranges, cette année. Les arbres ont été frappés à mort.

—Nous avions pensé que le téléphone s'étendrait jusqu'à Grand Prairie, maison n'a pas encore posé un seul poteau. Les chemins de Grand Prairie sont dans un état excellent ; le temps en est un peu la cause, mais, il faut dire aussi que nos habitants ont payé plus qu'à l'ordinaire pour l'entretien de nos routes.

—La majorité des populations riveraines du fleuve, dans nos parages, est en faveur du prolongement du chemin de fer Shell Beach.

Le *Times*, Houma, paroisse Terrebonne, du 7 mai :

Les récoltes poussent rapidement dans toute notre paroisse—le maïs surtout, dont le rendement sera égal à celui de l'an dernier. C'est le Bayou du Large qui prend la tête, cette année. La partie basse de ce bayou avait beaucoup souffert de la sécheresse, mais, depuis la pluie de mercredi dernier, tout y a repris une vigueur extraordinaire.

—M. Geo. Nelson, directeur de l'habitation Ridgeland, a adopté une nouvelle méthode pour donner une bonne alimentation à ses bestiaux : Il a semé plusieurs acres d'avoine, à la volée, comme cela se pratique dans les Etats du Centre. Il a parfaitement réussi. La récolte est superbe. Il est étonnant qu'on ne se soit pas plus tôt adonné à cette culture dans notre Etat, ou l'avoine vient admirablement.

Le *Democratic Review*, Natchitoches, paroisse Natchitoches, du 3 juin :

Nous avons oublié de parler, dans notre dernier numéro, des tiges de coton que M. Thos Barnes nous avait envoyées à nos bureaux. Ce coton a deux pieds de haut et il fait présager un très abondant rendement. Les spécimens ont été pris au hasard dans le champ de M. Barnes. C'est la seconde année que M. Barnes se livre à cette culture et il y obtient de grands succès. Il dirige l'habitation de M. Buckner, situés en face de notre localité.

### L'opinion des journaux de Paris sur le projet de loi Demôle-Basly.

Il n'est pas sans intérêt de recueillir les premières réflexions des journaux de tous les partis sur la séance du 27 mai de la Chambre des députés de France. Essayons d'indiquer l'impression qui s'en dégage.

Naturellement, les journaux monarchistes protestent, le *Moniteur universel* et le *Soleil* en termes modérés, l'*Autorité*, sous la plume de M. de Cassagnac, en termes plus que violents. Le *Moniteur* constate que l'ère des violences est ouverte ; le *Soleil* cherche les raisons sérieuses qui ont bien pu déterminer le cabinet à prendre aujourd'hui une décision dont il ne voulait pas il y a quelques mois, et il n'en trouve guère.

Nous ne relèverons pas les propos de M. de Cassagnac, dont il est facile, d'ailleurs, de se faire une idée d'après les habitudes de langage bien connues de cet écrivain. Mais nous noterons pourtant les menaces qui terminent son article. M. de Cassagnac, après tout, prend son parti de l'expulsion. " Réjouissons-nous, dit-il, loin des nous attrister. En même temps que l'heure de l'explosion va sonner pour les prétendants à l'ère de l'action." Et il explique comment la République, qui, en gardant les princes sur son territoire, "les diminuait et les noyait dans l'ombre", est en train de les "désigner" à la nation comme prétendants, et de les "pousser en avant."

Le *Soleil* n'allait pas aussi loin dans la menace, mais il présentait pourtant l'expulsion comme une rupture définitive entre la République et l'élément conservateur du pays et ajoutait "qu'heureusement l'ère des violences ne précéderait que bien peu l'ère des réparations".

Quant à la presse républicaine, elle est loin d'être unanime. Pour trouver le témoignage d'une absolue satisfaction il faut lire le *Siècle* qui rejette sur les princes eux-mêmes la responsabilité d'une situation devenue telle que l'expulsion est indispensable, la *Paix*, qui fait à peu près la même raisonnement. Les autres journaux ne sont contents qu'à moitié, ou même ne le sont pas du tout. C'est d'abord le *Journal des Débats*, qui déplore la nouvelle défaillance d'hommes qui auraient dû défendre contre les prétentions du radicalisme le bon renom de la République, ainsi que les idées de justice et de liberté. C'est le *Rappel*—ou plutôt M. Auguste Vacquerie—qui se déclare "contre l'expulsion". C'est ensuite la *République française*, qui, tout en souhaitant que l'accord se fasse entre la majorité et le cabinet, s'élève avec vivacité contre le procédé adopté par le ministère et dit qu'il aurait mieux valu ne pas y mettre tant de formes ni perdre en délibérations théoriques un temps précieux. Ne suffisait-il pas d'un simple décret ? Et si l'on n'a pas pris ce décret, était-ce que le président de la République refusait de le prendre ? Car la *République française*, soit dit en passant, recueille "ce bruit de couloirs" dans ses colonnes. Elle n'y croit pas, mais elle le recueille. La *Lanterne* eût préféré un projet actuel l'ancien projet de M. Dufaure, et l'on s'étonne de ce tardif hommage rendu à l'illustre homme d'Etat par un journal qui n'a pas précisément l'habitude de placer dans des régions aussi tempérées ses sympathies et ses admirations

Il en faut bien venir, enfin, à la *Justice*, où M. Camille Pelletan ne consacre pas moins de deux colonnes et demie à démolir pièce à pièce le projet du cabinet, qu'il appelle "un document inénarrable ou l'équivoque alterne avec le coup-à-l'âne, où le manque de décision couronne le manque de sincérité", et dont il attribue la paternité à l'honorable président du conseil, qui, dit-il, aurait été, dans cette question, "à peu près seul contre tout son ministère". On ne saurait trop recommander la méditation de cet article à ceux qui s'imaginent qu'on peut contenter le radicalisme par des concessions. Non ; rien ne satisfait le radicalisme, et il ne désarmera pas jusqu'au jour où on lui aura livré tout entier le pouvoir, dont il ne jouit encore qu'aux deux tiers.

Le *Temps* s'exprime ainsi :

Le projet de loi sur l'expulsion des princes est déposé ; il assimile les membres des familles qui ont régné sur la France à des étrangers, car il est la reproduction de la loi de 1849, dont l'application est remise, comme on le sait, à l'initiative du ministre de l'intérieur ; quelques ministres auraient préféré, pour trancher l'harmonie publique qui règne maintenant dans nos paroisses. Mais les autorités ne prêtent pas l'oreille aux pétitions. C'est, d'ailleurs, une coterie qui est à la tête de l'entreprise et comme toute coterie elle aura probablement gain de cause. Il paraît, du reste, que Cameron, Calcasieu et Ibérie favorisent le nouveau plan. Nous serons donc obligés de subir ce que nous ne pouvons empêcher